

M. GRAYDON: Puis-je demander à l'honorable député si le mot "gyp" est un terme technique?

M. LEADER: Je répondrai à l'honorable député que lorsque quelqu'un doit payer plus qu'il ne devrait le faire, il est surchargé ou "gypped" de tant.

M. GRAYDON: L'honorable député voudrait-il avoir l'amabilité de répondre à la question que je lui ai posée?

M. LEADER: Je croyais y avoir répondu; j'ai bien peur que si l'honorable député n'a pas compris ce que j'ai dit, je ne puis faire mieux. La hausse des prix des instruments aratoires a été cause que nos usines ont dû fermer leurs portes. Je ne citerai pas de statistiques à ce sujet mais c'est le résultat qu'a eu la hausse des prix; aucun cultivateur ne peut payer de tels prix. Les compagnies qui fabriquaient des instruments aratoires ont fermé leurs usines et ont congédié leurs employés. Les chiffres sont là pour le prouver et tous les honorables députés le savent bien. Mon honorable ami de Davenport (M. MacNicol), qui mérite des compliments pour la façon dont il défend ses commettants chaque fois qu'il en a l'occasion, s'inquiète des ouvriers. La raison pour laquelle les usines ont été fermées et que nous avons eu tant de chômage est que les maisons d'instruments aratoires ne voulaient pas baisser le prix des machines agricoles et que ce produit n'étant pas susceptible de s'avaries, elles ont pu en remplir leurs entrepôts, maintenir le prix, fermer les portes de leurs usines et attendre que les cultivateurs soient disposés à acheter ces instruments. Elles ne comptaient cependant pas que la crise durerait aussi longtemps et je crois qu'en définitive elles ont souffert plus que les cultivateurs.

M. MASSEY: Puis-je demander à l'honorable député sur quelle autorité il se base pour faire une déclaration comme celle-ci? Ou bien est-ce seulement une opinion personnelle?

M. LEADER: Non. En 1930, l'industrie des instruments aratoires employait 7,504 ouvriers et en 1934, elle n'en employait plus que 3,706. Cela prouve bien, il me semble, que lorsque les usines ont fermé leurs portes elles ont congédié leurs employés et ont aggravé la situation du chômage.

M. MASSEY: L'honorable député a déclaré que les fabricants d'instruments aratoires avaient pu maintenir les prix et remplir leurs entrepôts si bien que le cultivateur ne pouvait pas acheter—ce qui, dans mon humble opinion, est une déclaration tout à fait erronée.

M. LEADER: Je ne veux pas faire de déclaration erronée. Je sais que les cultivateurs n'avaient pas les moyens d'acheter des instruments aratoires et je sais aussi que les usines n'ont pas continué à en fabriquer parce qu'elles ne pouvaient pas les vendre; si elles n'ont pas continué à en fabriquer, il est peu probable qu'elles aient gardé leurs employés, bien qu'ils aient conservé la plus grande partie de leurs employés supérieurs.

M. SPENCE: La crise n'en a-t-elle pas été la cause?

M. LEADER: J'admets avec mon honorable ami que la crise a joué un grand rôle—la crise parmi les cultivateurs.

M. SPENCE: Non seulement parmi les cultivateurs.

M. LEADER: Les honorables députés de la gauche ne comprennent guère la crise de l'agriculture. Quand cette industrie traverse une crise, toutes les autres s'en ressentent. L'industrie agricole est loin d'être florissante, actuellement, et elle a besoin d'instruments aratoires. Je ne saurais mieux montrer cette condition qu'en racontant que l'automne dernier, je me trouvais dans la cour d'un cultivateur; l'on était à réparer une machine agricole, et l'une des personnes dit au patron: "Il va nous falloir un autre chargement de foin.—Mais, répondit ce dernier, le foin n'est pas encore fait.—Non, répliqua l'autre, mais nous n'avons plus de fil de fer". Telle est la condition des machines agricoles sur la majorité des fermes de l'Ouest canadien. On les a réparées à maintes et maintes reprises, puis on les a raccommodées avec du fil de fer au point que le cultivateur doit ou bien abandonner sa ferme ou bien acheter de nouvelles machines. Mais les faits établissent que les fabricants d'instruments aratoires ont décidé de hausser leurs prix et d'exploiter la grande pitié du cultivateur. Voilà mon opinion, que je crois pleinement justifiée.

Je n'ai pas l'intention d'en dire beaucoup plus. J'approuve l'honorable député de Greenwood quand il dit que notre pays est grand, que nous devrions surveiller les intérêts de tous ceux qui l'habitent, et non ceux d'une classe particulière. Les compagnies de machines agricoles et les cultivateurs dépendent les uns des autres; le bien-être des uns est en fonction de celui des autres, et au lieu de chercher querelle à ces compagnies ou aux autres, nous devrions chercher à coopérer. Quand la valeur des produits agricoles a baissé en 1930 et durant les années suivantes, pourquoi les compagnies d'instruments aratoires n'ont-elle pas abaissé le prix de leurs machines, afin que le cultivateur pût continuer d'acheter, ce qui aurait aidé les usines à